

**PARIS, LE 27 OCTOBRE 2009**

## **SANCTIONS A LA PELLE ET PARODIE DE NEGOCIATIONS EN PERSPECTIVE SUR LE PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI.**

### **Entretiens pouvant aller jusqu'au licenciement.... Avant Plan Social !**

La direction de TELEPERFORMANCE accentue sa politique de terreur à l'encontre des salarié-es.

Après avoir convoqué en entretien préalable au licenciement de très nombreux salarié-es sur le site de Lyon3, ceux de Montigny et de Pantin ont eu la semaine dernière leur entretien directement au siège de l'UES TELEPERFORMANCE France à Paris.

**La traque continue** cette semaine avec d'autres salarié-es de Montigny : six convocations à Paris Firmin-Gillot de nouveau.

Ces **intimidations** et cette **répression** sont **inacceptables, nous demandons le retrait de toutes les sanctions** dont la véritable raison est que ces salarié-es ont participé au large mouvement social de ces derniers mois pour s'opposer au Plan Social et au démantèlement de leurs activités. Ces convocations, n'est-ce pas pour faire des exemples et pour calmer l'envie des salariés de se mobiliser encore plus ?

Certains ont décidé de faire une grève de la faim, notre direction prend le risque de provoquer et d'amplifier un **climat social déjà instable**. Cette **misère sociale** est **savamment entretenue par notre direction**, qui joue sur nos nerfs au risque de la santé et de la vie de chacun.

De plus, cette même **direction** qui **dit vouloir l'apaisement du climat social** décide - en plus des sanctions - de ne pas payer les jours du droit de retrait des salarié-es de Montigny, soit 4 jours retirés sur leur paie.

Cette mesure conservatoire des salarié-es est due à une initiative aussi injustifiée qu'absurde de la part de la direction du centre de Montigny : enfermer les téléphones dans des boîtes en carton pour réduire l'intervention des conseillers... sur leur outil de travail.

**Nous demandons le paiement de ces jours de droit de retrait**, car il est hors de question que les salariés soient sanctionnés par une retenue sur salaire alors qu'ils n'ont fait que répondre à une situation dans laquelle ils se sentaient mis en danger.

### **Des négociations en trompe l'œil sur un PSE.....**

**Notre direction vient de relancer le processus d'information-consultation** du Comité Central d'Entreprise (CCE) et des Comités d'Entreprise (CE) concernés par le projet de **Plan de Sauvegarde de l'Emploi** qui menace les emplois de 475 salariés et entraîne la mobilité de 200 salariés au sein de l'Ile de France.

**La direction veut faire vite** et ouvre en parallèle des discussions avec les organisations syndicales sur les mesures d'accompagnement de ce PSE sur TELEPERFORMANCE Centre Est. Faire vite **pour éviter le risque d'une sanction judiciaire** suite à l'audience sur le fond prévue le 1<sup>er</sup> décembre, alors que la justice a déjà suspendu le plan social en septembre.

Aujourd'hui comme hier, **SUD demande le retrait de ce projet !**

Car **rien n'a vraiment changé** avec la « réinitialisation » du PSE :

Les **motifs économiques** du démantèlement des activités Orange ne sont toujours **pas justifiés**, le principe des **mobilités forcées** des salarié-es d'Ile de France vers la province ne sont pas une « aide à la mobilité » mais une manière d'**envoyer ces 318 salariés vers le Pôle Emploi**. Ils osent même parler de « Départs Volontaires » tout en maintenant cette menace d'une mutation forcée. C'est **inacceptable !**

A peine modifiées à la marge, les **mesures sociales** sont largement **insuffisantes** dans un **Groupe Teleperformance** qui fait des **millions de bénéficiaires**.

La fusion-restructuration réalisée en début d'année ne « devait rien changer » : or, elle menace de disparition toutes les acquis sociaux arrachés dans les anciennes entreprises. La direction ne prend en compte aucune des revendications portées par les organisations syndicales, qui doivent lutter pour que les salariés aient plus de droits après le 31 mars 2010.

Aujourd'hui, le contexte social dégradé – par le PSE, par les sanctions, mais aussi par cet enlèvement des accords de substitution - ne laisse guère la possibilité d'une négociation sereine et loyale.

Dans les discussions ouvertes le 26 octobre sur le PSE, les syndicats CFE-CGC, CFDT, CFTC et FO ont fait des propositions sur des « mesures d'accompagnement », mais n'ont pas voulu imposer d'exigences préalables aux dirigeants pour entamer le dialogue.

**De leur côté, la CGT et SUD** ont souhaité rappeler tout d'abord la nécessité de revenir à un climat plus serein, **préalable indispensable** pour que la négociation se fasse dans un cadre acceptable.

**Le syndicat SUD** - dès le 11 Octobre, mais aussi le 26 Octobre lors de la séance de négociation - a rappelé au PDG de l'entreprise, Monsieur Jean François GUILLOT **les exigences incontournables** pour entamer sérieusement les discussions sur le Plan Social :

- **L'arrêt et le gel des restructurations en cours** (Lyon, Toulouse, Marseille vont voir fermer plusieurs centres)
- **L'arrêt des sanctions, intimidations et pressions à l'encontre de tous les salariés** afin de favoriser un meilleur climat social,
- **Le paiement des jours de droit de retrait sans délai pour les salariés de Montigny.**

La réponse prévisible de notre PDG - bien assis sur un siège ... devenu éjectable : « *Teleperformance est le garant des règles dans l'entreprise pour les clients qui nous confient des activités tous les jours. Les procédures individuelles se feront dans le cadre des règles en vigueur* ». Alors que les règles fixées par le droit du travail, la convention collective et les accords actuels sont bafouées si souvent dans nos centres, ce « rappel à la règle » dans la bouche du PDG prend des allures de très mauvaise blague ! Cela veut dire que la direction va maintenir la pression et les procédures de sanction à l'encontre des salariés... Ils ne veulent rien faire pour le retour à un « climat apaisé ».

S'ils veulent discuter sérieusement d'une évolution du PSE, tous les sujets doivent être mis sur la table. Car **il existe des alternatives aux suppressions massives de nos emplois et au démantèlement des activités** :

- Ils nous parlent de la « sauvegarde de la compétitivité » sur le marché... mais l'offre Teleperformance sur le marché français, c'est aujourd'hui 8000 salariés en France + 4000 en Tunisie (une bonne partie travaille déjà pour Orange, mais aussi SFR, La Redoute, etc...)
- L'entreprise veut supprimer des centaines d'emplois en CDI, alors qu'elle emploie encore des centaines d'intérimaires dans toute la France.

Pour ne pas parler des vrais sujets qui pourraient permettre de sauver nos emplois, les dirigeants veulent limiter les discussions à quelques points :

- Un plan de **départs prétendument « volontaires »**, mais **qui n'empêcherait pas** les salariés de Pantin et Montigny de recevoir **les lettres de mutation autoritaire** vers Orléans et Villeneuve d'Ascq.
- Des mesures de **formation, d'indemnités** et de **reclassement** qui ne pourraient être « qu'à la hauteur des moyens de l'entreprise Teleperformance France », une entreprise **dont ils annoncent** aujourd'hui, pour 2009, **25 millions d'euros de déficit** en plus que le chiffre annoncé en Juin ... **alors que le Groupe** - côté en bourse - **continue de se gaver !**

Leurs réponses sont inacceptables ! **Pour SUD** : toutes les mesures permettant de réduire le nombre des suppressions d'emploi doivent être mises en œuvre.

Il ne doit y avoir **aucun départ contraint** : **seuls les salariés volontaires doivent partir !**

Nous exigeons de **véritables négociations** sur des **vraies mesures sociales** d'accompagnement, sur les thèmes : Plan de Départ Volontaire, formation, indemnités complémentaires supra-légales, congé de reclassement, etc...

**En soutien à nos collègues face à la répression. Pour de réelles négociations :**  
**SUD appelle à une mobilisation sur tous les sites.**  
**Jeudi 29 octobre à partir de 10h**  
**Rassemblement devant le siège de l'UES TP France à Paris**

**Contacts SUD à TELEPERFORMANCE Centre Est**

Site : <http://www.sudteleperformance.com>

Issam BAOUAFI (DSC UES - Pantin) 06 84 04 30 33 / Cyril CRESTIA (DSC UES Adjoint / RS CCE - Pantin)

Joël MANCERON (DSC - Guyancourt) 06 09 84 53 56 / Denys BINDER (DS - Belfort) 06 36 14 50 57

Zineb SOUFI (DS - Lyon3) 06 03 43 95 32 / Marie BOURGUIGNON (DS - Lyon 6) 06 26 35 09 92

Djoulie DECIUS (DS Ile de France - Paris) 06 64 37 03 75 / Eric Dufaud (DS Ile de France - Pantin)